RÉVOLUTIONS D'ALSACE.

LA guerre faite par la ville de Paris aux ennemis de la liberté, excitée par les plus justes motifs, déclarée légitime par les représentans de la nation, & terminée par un traité de paix, nous offre le plus bel effort d'un peuple spirituel & généreux, jaloux de sa liberté, mais dévoué à ses Rois ; disposé à s'enflammer pour la cause commune, & prêt à rentrer dans l'ordre & à sacrifier ses ressentimens à la moindre apparence d'une paix sincere & solide. La plupart des provinces au contraire ne nous présentent au premier coup-d'œil qu'un horrible tableau de désordres & de brigandages : ce n'est plus le même génie qui a animé la capitale ; c'est une suite d'entreprises séditieuses, contraires au bon ordre, & également propres à renverser toute forme de gouvernement. Cependant, quelque affligeant que doive être le récit de toutes les petites guerres civiles qui depuis un mois désolent la France, elles démontrent cependant aux yeux des François une grande vérité : le mécontentement de tous les peuples qui composent cette monarchie, la nécessité d'une réforme, l'es-

pérance presque certaine que des hommes qui ont été assez hardis pour briser leurs fers, réunis sous des loix plus propres à concilier la liberté & l'autorité, serviront de modele à toute la terre, & formeront à jamais l'empire le plus puissant qui ait existé. Ce n'est pas d'ailleurs la premiere révolution de ce genre que nous ait transmis l'histoire; il en coûte toujours pour passer de l'esclavage à la liberté. Tous les peuples libres s'en sont ressentis: les Grecs ont passé par une infinité de guerres civiles, avant de devenir les législateurs de l'univers: les plébéïens de l'ancien Latium se sont soulevés plus d'une fois contre les patriciens, avant de devenir Romains: & que deviendra un empire tel que la France, quand une fois tous ses peuples seront animés du même esprit, avec lequel les Grecs & les Romains se sont érigés en maîtres du monde?

Les Alsaciens, peuple paisible d'ailleurs, attaché à ses coutumes, dévoué à ses maîtres, qui a servi avec la même soumission & l'Autriche & la France, & qui depuis plusieurs siecles n'a pas songé à se révolter, viennent à l'appui de cette vérité. Leurs villes demandent hautement une autre constitution; leurs villages veulent secouer le joug des droits seigneuriaux. L'esprit de la révolte s'est emparé de toute la province; par-tout la milice

bourgeoiſe armée s'eſt unie aux troupes, pour ſe mettre à l'abri des brigands. Nous ſavons encore que dans deux endroits de la Haute-Alſace; à Enſisheim & à Gebweiler, on a maſſacré tous les juifs. Ici les ames des Pariſiens ſeront ſaiſies d'effroi; ils ſe croiront tranſportés au dixieme ſiecle. Il faut leur apprendre que la religion probablement n'y a pas eu de part, & que les juifs ſont un des moyens tyranniques dont ſe ſervent les ſeigneurs de ce pays pour vexer les peuples. Ils exercent l'uſure; ils réduiſent les payſans à la mendicité; ils citent l'ancien teſtament pour juſtifier leurs vexations, & ils partagent tranquillement avec les ſeigneurs les fruit de leurs crimes.

De toutes les villes de la France, Strasbourg avoit été une des plus ſoumiſes depuis qu'elle s'étoit rendue à Louis XIV : auſſi elle devoit être la derniere à marquer du mécontentement. Jamais ville n'a fait un traité plus honorable; jamais peuple n'a ſubi une révolution plus heureuſe. Abandonnée depuis long temps de tout l'empire germanique & de la maiſon d'Autriche, incapable de réſiſter aux armes victorieuſes de la France, expoſée juſqu'alors à toutes les horreurs de la guerre, environnée de troupes ennemies, ſans alliés, ſans commerce, ſans ſecours, elle n'avoit d'autre reſſource que de ſe conformer aux vues

du miniſtre qui la ſommoit de ſe rendre à la France : & c'eſt depuis cette époque qu'elle a datée ſes beaux jours. Décorée du titre de ville royale & libre, elle a conſervé la forme de ſon ancien gouvernement ; ſes anciens privileges ont été reſpectés ; elle a vu renaître peu à peu ſon commerce preſque anéanti.

La religion des anciens habitans a conſtamment été reſpectée ; & tandis que le flambeau de l'intolérance fut allumé de toutes parts dans le royaume, & que toutes les provinces retentiſſoient des cris des proteſtans perſécutés & fugitifs, le culte jouiſſoit d'une entiere liberté dans la ſeule province d'Alſace. Toutes les places attachées au gouvernement civil ont été partagées entre les catholiques & les proteſtans, l'univerſité appartient toute entiere à ces derniers. Ce n'eſt pas que des mal-intentionnés du clergé catholique n'aient eſſayé cent fois de troubler le repos public, en voulant leur ravir ces privileges ; mais les évêques eux-mêmes ſe ſont déclarés contr'eux. L'évêque actuel ſur-tout, le cardinal de Rohan, a marqué pour toutes ces odieuſes dénonciations, le mépris qu'elles méritoient ; & en maintenant la liberté du culte, il a ſauvé plus d'une fois l'honneur du gouvernement françois.

Le Strasbourgeois a été libre de toutes ſortes

d'impôts jufqu'en 1701 ; il n'a jamais connu ni la taille, ni la gabelle, ni cette foule de contributions odieufes, fous lefquelles gémiffent encore aujourd'hui la plupart des provinces du royaume. Il a partagé avec les autres fujets, les impôts qui ont été établis depuis le commencement de ce fiecle : mais auffi un corps de troupes de huit à dix mille hommes, un grand nombre d'officiers-généraux, entretenus conftamment par le Roi ; une circulation intérieure qui en a réfultée, a rendu avec ufure aux habitans de cette ville les fommes qu'ils payoient à l'état. Le ftrasbourgeois fe voyoit exempt de la plus grande partie des impofitions connues en France ; il fe trouvoit à l'abri des vexations des Intendans, par la correfpondance que fon magiftrat entretenoit avec la cour ; il avoit dans l'entretien des troupes un furcroît de richeffes, qu'il n'avoit jamais connu durant tout le temps que la ville faifoit partie de l'empire germanique, & n'en étoit pas plus heureux.

Au milieu de tous ces avantages qui fembloient devoir faire de Strasbourg la ville la plus favorifée de la France, le magiftrat conftamment attaché à ces principes ariftocratiques que l'affemblée nationale eft enfin venue à bout de profcrire, gouvernoit les citoyens avec un fceptre de fer. Une foule d'impofitions arbitraires qu'on

payoit au magiſtrat, & dont il n'a jamais rendu compte aux citoyens, détruiſoit tout le bien qu'on pouvoit tirer de l'exemption accordée par le gouvernement. La chambre des quinze ſurtout, chargée de régler la plus grande partie des affaires civiles, étoit un véritable tribunal d'inquiſition, & tous ſes membres étoient devenus un objet de la haine publique. Ce magiſtrat enfin, qui avoit anticipé de quatre ſiecles ſur la ville de Paris, en ſecouant le joug de la nobleſſe; qui avoit fixé l'attention de l'empire germanique, dans les querelles entre Frédéric III & Louis de Baviere; qui avoit ſoutenu Henri IV contre la ligue, & qui avoit ſu ſe faire reſpecter au milieu des ſcenes ſanglantes qui agitoient l'Europe durant la guerre de trente ans, ne préſentoit plus aux yeux de la province que l'exemple d'une ariſtocratie odieuſe & inſupportable. Vil & rampant devant la cour & les miniſtres, fier & dédaigneux envers les citoyens, & toujours ſourd à leurs ſollicitations, il n'avoit jamais ſu ſe concilier l'eſtime des uns, & il a fini par s'attirer la haine & le mépris des autres.

Telles furent les diſpoſitions des eſprits de cette ville, lorſque le monarque bienfaiſant qui gouverne l'empire françois, appella ſes peuples à la liberté. On procêda à la nomination des électeurs

& des députés; les aſſemblées furent tumultueuſes. Il étoit facile de prévoir que, le feu couvant toujours ſous la cendre, le moindre mouvement devoit néceſſairement l'allumer : auſſi par un preſſentiment ſecret les magiſtrats firent ôter de l'hôtel-de-ville les principaux papiers qui y étoient dépoſés ; ils les firent transporter à l'hôtel de l'intendant. Un ſeul citoyen, membre du premier college de la magiſtrature, qui s'étoit concilié également l'eſtime de ſes confreres & l'amour du public, auroit peut-être arrêté la foule & prévenu le déſordre; mais ſes talens & ſes vertus l'ayant fait nommer député, il partit pour Verſailles, emportant avec lui les regrets des citoyens, & laiſſant la crainte d'une révolution, qu'après ſon départ tout pouvoit occaſionner, & que rien ne pouvoit prévenir.

Enfin, le 13 du mois paſſé, le tocſin ſonna dans Paris; huit cents mille hommes réunis pour la cauſe commune, réuſſirent à déſarmer la cabale : Louis XVI ſe rendant aux vœux de ſes ſujets, parut dans la capitale; il répandit la joie dans le cœur des françois, tandis que les ennemis de la liberté, convaincus du crime de lèze-nation, fuyoient confondus, déſeſpérés, & incertains d'échapper à la vengeance publique.

Cette nouvelle acheva d'échauffer les eſprits.

D'un côté, le peuple plus tumultueux que jamais, menaça ouvertement les magiſtrats, que, s'ils ne faiſoient pas la remiſes des droits qu'ils percevoient ſur la viande, il y auroit une révolte. D'un autre côté, les magiſtrats convaincus de la néceſſité de ſatisfaire aux demandes de la bourgeoiſie, ſe hâtent de fixer le jour où ils feroient part aux repréſentans de la bourgeoiſie de leurs réſolutions, qui étoient favorables à la commune. Dans tout autre temps, une pareille déclaration des magiſtrats auroit raſſuré les eſprits; mais malheureuſement tout favoriſoit alors les ſéditieux, jamais il n'avoit été plus facile de ſe revolter.

Les Pariſiens avoient été ſoutenus par les gardes-françoiſes & ſuiſſes, devenus leurs freres, & défendant la cauſe commune de la liberté. Les Strasbourgeois étoient mieux ſecondés encore, ils avoient pour eux les chefs de la garniſon. M. le prince de Rochambeau, nouvellement ſuccédé à M. le comte de Choiſeul-Stainville, dans le gouvernement de l'Alſace, avoit mis toute ſa confiance en M. de de Klinglin, lieutenant de Roi, militaire intrépide, citoyen vertueux, auſſi populaire envers les habitans que le magiſtrat étoit hautain & impérieux; aimé du peuple, craint des ſoldats, & regardé par les uns & par les autres comme le pere commun de la patrie. Il prévit l'orage, il en avertit les magiſtrats, mais inutilement. Ce fut lui qui permit aux jeunes gens de la ville de porter

cette cocarde, qui, jusques dans les Pays-bas-Autrichiens & dans Londres même est devenue le symbole de la liberté, & dont le magistrat de Strasbourg, par une politique difficile à justifier, s'étoit avisé d'interdire l'usage. En même temps, il veilla à la subsistance du peuple, il visita tous les greniers, & ayant trouvé dans le couvent seul de Sainte-Marguerite quelques milliers de sacs de bled que la prieure tenoit cachés, il les fit saisir & conduire sur le marché. Ayant pourvu à l'abondance des grains, il exhorta le magistrat à en diminuer la taxe.

Mais celui-ci ne se hâta pas de déférer à sa demande; envain on attendit jusqu'au 20 cette diminution de la taxe qui avoit éte fixée précédemment, & qui n'étoit proportionnée ni à la misere du peuple, ni à l'abondance de la récolte.

Le mécontentement du peuple éclata dimanche, 19 du mois de Juillet, au soir. On s'assemble devant la maison de l'Ammeistre Lemp, on casse les vitres, on enfonce la porte. M. de Biquinville, major de place, vole à son secours. M. Lemp est trop heureux d'échapper à la fureur du peuple, à la faveur d'un déguisement fait à la hâte; il se sauve par un de ses greniers. On s'étoit proposé de l'étrangler & de le brûler publiquement sur un bucher construit à la place d'armes. On va trouver la plupart des magistrats qui composoient la chambre des

Quinze, & notamment MM. Flach & Moog; on caſſe les vitres, on fouille dans les papiers, on jette les meubles par la fenêtre. Le baron de Klinglin fait avancer les troupes; mais préférant les voyes de la douceur aux moyens de violence, il ſe ſert de l'aſcendant qu'il avoit ſur les eſprits pour calmer le peuple. Content de la vengeance qu'il avoit priſe, le peuple paſſe de l'excès de la fureur à l'ivreſſe de la joie: il force les habitans de mettre des lampions devant les fenêtres; il allume des feux de joie ſur toutes les places publiques : il crie, vive la Nation, vive M. Neker, vive le baron de Klinglin, ſe diſperſe peu-à-peu, & la nuit ſe paſſe tranquillement.

Le lendemain matin, nouveaux attroupemens du peuple devant l'hôtel-de-ville; bientôt les magiſtrats voyent tomber ſur eux au travers des carreaux caſſés une grêle de pierres, de têtes de choux & de pommes de-terre; tandis qu'une partie de la bourgeoiſie, aſſemblée à la Tribu du Miroir, envoye une députation ſolemnelle au Magiſtrat, & demande une taxe plus modérée du pain & de la viande. Le baron de Klinglin qui arrive avec des troupes, joint ſes prieres à celles du peuple, & parvient à le calmer. Le magiſtrat par une députation particuliere, promet & donne ſa parole que dans la ſéance de l'après-midi tout ſeroit accordé. Pour attendre l'évènement de cette ſéance,

le peuple reſte aſſemblé, les magiſtrats ſe retirent chez eux & ſont inſultés dans les rues. Ils reviennent après midi, & eſcortés par la cavallerie, ils perçent la foule, parviennent à l'hôtel-de ville, & s'aſſemblent dans les diverſes chambres. Ce n'eſt qu'avec beaucoup de peine que M. de Klinglin parvint encore à retenir un peuple ſouvent trompé, impatient & furieux. Preſſé par la néceſſité & par la menace de M. de Klinglin, de retirer ſes troupes, à moins que la demande de la bourgeoiſie ne ſoit ſatiſfaite, le Magiſtrat convoqua toutes les chambres, & par un décret unanime il fut adhéré ſans aucune reſtriction à toutes les demandes de la Commune. Ce décret, lu au peuple, fit rénaître le calme. Ses repréſentans arrêterent le même ſoir une adreſſe de remerciment aux magiſtrats, par laquelle ils les invitoient à ſe joindre à eux pour demander au roi la confirmation du pacte convenu.

Le peuple de ſon côté ſe livre une ſeconde fois à tous les excès d'une joie effrénée & tumultueuſe. On ſe proſterne devant le baron de Klinglin, on veut lui baiſer les pieds. La ville eſt illuminée, des feux de joie ſont allumés ſur toutes les places publiques, les cris de vive la nation, vive la liberté, redoublent. Bien perſuadé que le magiſtrat n'a plié que par néceſſité, le peuple l'inſulte encore. On cours aux maiſons de campagne de MM. Flach &

Treitlinger, on dévaste les jardins, on fauche les bleds, & les troupes eurent toute la peine possible pour préserver de l'incendie les maisons des particuliers, qui avoient attiré sur eux l'indignation du peuple.

Le mardi matin, les magistrats absens la veille, confirmerent dans une nouvelle assemblée des chambres, l'arrêté déja notifié au peuple, & tous les membres signerent. Mais des misérables, avides de pillage, publierent avec audace que les magistrats s'étoient rétractés, & qu'ils alloient hausser le prix des denrées. D'un autre côté, quelques affiches publiques faisoient voir que la diminution d'un sou par livre que les bourgeois avoient demandée, n'étoit en effet que d'un liard.

On assure que le baron de Klinglin n'a pas pu retenir ses larmes en l'annonçant au peuple. Le peuple indigné & transporté de fureur n'écoute plus rien. On escalade l'hôtel-de-ville, on entre dans les chambres, on ouvre les caisses, on se saisit des papiers, de l'argent, des archives, des meubles, on jette tout par la fenêtre. La statue de la Justice qui se trouvoit dans la chambre du grand sénat, est brisée en mille morceaux & jettée dans la rue. On entre dans les caves, on perce les tonneaux, on laisse couler plus de deux mille mesures de vin. On pille le trésor public, on entre dans les écuries de la ville, on emméne les chevaux, on brise les voitures. A huit heures du soir il n'y

avoit plus à l'hôtel-de-ville ni archives, ni greffe, ni chambre des tutelles; on ne laiſſa ſubſiſter que les quatre murs de ce vaſte édifice, & bientôt il ne reſta pas la moindre trace de l'ancien gouvernement. La chambre des contrats a été la ſeule reſpectée : le prince de Darmſtadt, avec quelques grenadiers, s'eſt mis à la porte; il a annoncé à la multitude effrénée, qu'il falloit paſſer ſur ſon corps avant que d'y parvenir. Le peuple alors ſe répand dans les rues, pille les maiſons des boulangers, met le feu à pluſieurs de celles des tréſoriers; & content à la fois d'avoir conſommé la révolution & d'avoir ſatisfait ſon goût pour le brigandage, il allume des feux de joie, & force les citoyens d'illuminer leurs maiſons. La garniſon aſſemblée ſur la place du marché au nombre de 6000, reſta les bras croiſés, & ſe contenta d'être ſpectatrice tranquille de cet événement; ſoit qu'ils euſſent reçu pour cela les ordres poſitifs de leurs chefs, ſoit qu'un ſentiment ſecret les avertit eux-mêmes, qu'il falloit reſpecter la patrie dans ſes enfans.

Dans tout cet affreux récit de déſordres & de ſéditions, où au premier coup d'œil une ville entière paroît s'être réunie contre ſes propres intérêts, il faut diſtinguer les bourgeois paiſibles & domiciliés, d'avec cette troupe étrangère, compoſée d'ouvriers, de payſans & de brigands, qui n'avoient pas le moindre intérêt

à un meilleur ordre de choses, & que l'espérance seule d'un gain presque certain avoit attirés de toute part. Les bourgeois se contenterent de former en silence des vœux pour qu'il arrivât un changement dans le gouvernement civil; la canaille se chargea du pillage; & trompée dans son espérance d'être secondés par les premiers, bientôt se déclara contr'eux, ravagea l'intérieur de la ville, menaça de mettre le feu aux maisons, & força enfin les citoyens de prendre les armes.

Il parut cependant par la suite, que la bourgeoisie ne s'étoit rendue que trop coupable de ce qui étoit arrivé. Un tonnelier & un brasseur, qui avoient participé au pillage de l'hôtel de-ville, avoient été pris sur le fait, & condamnés à être pendus. Déja la potence étoit dressée, lorsque les deux confrèries des tonneliers & des brasseurs, assemblées à leurs tribus, menacerent hautement de mettre le feu aux quatre coins de la ville, si l'on osoit pendre des voleurs de leurs confrères. La populace de Paris, aux deux expéditions de Saint Lazare & de l'arsenal, avoit commencé par pendre sur le champ quelques uns de leurs camarades qui s'étoient rendus coupable de vol. Il ne seroit pas étonnant après cela, que l'Assemblée Nationale proposât la populace de Paris pour parlement à celle de Strasbourg. Cette derniere pouvoit tout au plus escalader l'hôtel-

de-ville, mais jamais elle n'auroit défendu les Tuileries, ni pris la Baſtille.

Le mercredi matin, les citoyens convaincus de la néceſſité d'imiter l'exemple de la capitale & de ſe défendre eux mêmes, ſe raſſemblerent en corps de troupes aux vingt tribus de la ville, & dépêcherent vers le gouverneur pour qu'il leur livrât des armes. Magiſtrats, profeſſeurs, négocians, moines, étudians, prédicateurs, tout le monde s'arma; on publia que les femmes, les enfans, les domeſtiques reſtaſſent dans les maiſons; on arrêta les brigans, on en pendit quelques-uns, & on conduiſit les autres dans les priſons, qui bientôt en furent remplies. Les magiſtrats qui s'étoient rendus les plus odieux au peuple, ſemblables à nos Lambeſc, Broglie, Vermond, d'Epreſmenil, ſortirent de la ville, & ſe ſauverent dans les pays voiſins, où on dit qu'ils ont beaucoup de peine à trouver une rretraite. Bientôt la tranquillité fut rétablie; on reſta cependant armé juſqu'à nouvel ordre, & on dépêcha vers l'Aſſemblée Nationale pour lui demander des renſeignemens.

Cette aſſemblée a déja prévenu la demande de la ville de Strasbourg par l'arrêté qu'elle a pris, que toutes les villes renonçaſſent à leurs priviléges particuliers, & que dans toute l'étendue du royaume on établit une conſtitution uniforme. Il faut eſpérer qu'avec les reſtes d'un gouvernement ſoi-diſant ré-

publicain, & propre tout au plus à quelque ville impériale de la forêt-noire, diſparoîtront auſſi les ridicules différences entre les habillemens, les mœurs & les caractères des deux nations, qui habitent la ville. Il paroît incroyable, mais il eſt vrai, que les anciens habitans, loin de ſe rapprocher des François avec qui ils ſont unis depuis cent ans, ont au contraire toujours eu en horreur leur religion, leur caractère, & leurs coutumes; & qu'ils ont réuſſi enfin à s'en écarter au point de devenir plus Allemands qu'on ne l'a jamais été dans l'Allemagne même. Il eſt à ſouhaiter, que quand une fois le nom ſacré de la Nation les aura réunis, ils les regardent comme leurs freres; & que quand on demandera alors de quelle nation ſont la plupart des proteſtans qui compoſent la bourgeoiſie de Strasbourg, on ne ſera plus obligé de répondre comme juſqu'ici, que ce ſont des Allemands du quinzieme ſiècle.

De l'Imprimerie de LAPORTE, Hôtel de Bouthilliers, rue des Poitévins.